

AFGHANISTAN

Les pays à l'origine des bombardements doivent assumer leurs responsabilités envers les réfugiés et les personnes déplacées

Index AI : ASA 11/026/01

« On aurait cru un troupeau de moutons, il y avait des gens partout » – un réfugié afghan décrivant les scènes auxquelles il a assisté lorsqu'il a fui Kaboul, il y a une semaine.

Le bombardement de l'Afghanistan oblige des milliers de personnes à quitter leur foyer. Certaines franchissent la frontière avec le Pakistan, d'autres sont déplacées à l'intérieur du pays. Amnesty International exhorte les pays à l'initiative de la campagne de bombardements à assumer une plus grande part de responsabilités vis-à-vis des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays qui cherchent à se protéger des bombes.

« J'ai interrogé un certain nombre de réfugiés ayant récemment rejoint le Pakistan, et un aspect m'a particulièrement

frappé, a déclaré Carl Soderbergh, directeur de la délégation d'Amnesty International au Pakistan. Tous ceux que nous rencontrons nous disent fuir l'Afghanistan à cause des bombardements qui s'y déroulent. »

Après étude des témoignages recueillis auprès de réfugiés afghans, il ressort que l'immense majorité d'entre eux ont fui en raison des bombardements. Cette conclusion rejoint celles d'organisations non gouvernementales et d'autres intervenants qui entretiennent des contacts étroits avec les réfugiés.

« La campagne de bombardements a aggravé les problèmes existants, a déclaré Carl Soderbergh. Les gens ne peuvent plus travailler et il est difficile de leur faire parvenir de l'aide humanitaire. Le fonctionnement des structures d'assistance est perturbé, ce qui oblige les femmes à partir seules sur les routes, où elles sont extrêmement vulnérables. Ces problèmes ne sont que quelques-uns de ceux qui se posent. »

L'immense majorité des quelque 100 000 réfugiés qui ont rejoint le

Pakistan depuis le début de la crise survivent grâce à l'aide de leur famille ou de leurs proches. Un très petit nombre de ceux qui ont réussi à traverser la frontière avec le Pakistan après sa fermeture se trouvent dans des camps de fortune, où ils manquent quasiment de tout. Toutes ces personnes ont un point commun : l'absence de statut officiel, qui fait qu'elles risquent d'être expulsées à tout moment.

« J'ai visité deux des camps où sont regroupés les nouveaux arrivants, a ajouté Carl Soderbergh. L'un se trouvait à 200 mètres à peine de la frontière, ce qui fait que ses occupants sont en grand danger. L'autre n'offrait qu'une protection très sommaire aux réfugiés : certains d'entre eux construisaient des tentes au moyen de bâtons et de minces feuilles de

« Dans la mesure où les bombardements en Afghanistan se poursuivent, il est temps que les nations qui mènent ces frappes assument davantage de responsabilités vis-à-vis des très nombreuses personnes qu'elles obligent à se réfugier ailleurs. Elles doivent faire pression pour que les

plastique. L'hiver approchant, cette situation est extrêmement préoccupante. Quant aux personnes déplacées à l'intérieur de l'Afghanistan qui n'arrivent pas à franchir la frontière, elles risquent d'être victimes d'une catastrophe humanitaire. »

Amnesty International demande instamment aux États-Unis, au Royaume-Uni et aux autres pays à l'origine des frappes de prendre une plus grande part de responsabilités vis-à-vis du problème des réfugiés, celui-ci étant la conséquence directe des bombardements. L'organisation a déjà fait part des préoccupations que lui inspire le fait que les autorités pakistanaises aient fermé leur frontière avec l'Afghanistan et aient établi des camps pour les nouveaux arrivants dans des zones peu sûres.

frontières restent ouvertes, que les nouveaux arrivants se voient accorder le statut de réfugié et que des camps offrant des conditions de vie satisfaisantes soient établis à une distance suffisante de la zone de conflit pour être sûrs. En outre, elles doivent assumer une partie de la charge que représentent ces

*réfugiés pour les pays voisins de
l'Afghanistan »», a conclu Carl
Soderbergh. _*

*Pour en savoir plus,
reportez-vous au dossier de presse
électronique d'Amnesty
International sur la crise déclenchée
par les attentats du 11 septembre :*
<http://web.amnesty.org/11september.htm>

*Pour obtenir de plus amples
informations, veuillez contacter le
Service de presse d'Amnesty
International, à Londres, au +44
20 7413 5566 ou consulter notre
site web : <http://www.amnesty.org>*